

Résumé

L'industrie joue un rôle majeur dans la prospérité économique d'un pays. Source d'innovation, elle permet de développer les solutions nécessaires pour faire face aux enjeux sociétaux et environnementaux. Elle est pourvoyeuse d'emplois à différents niveaux de qualification et permet la création de nombreux emplois induits, tout en contribuant à une certaine cohésion sociale.

La mondialisation, le progrès technique et la croissance du secteur des services ont eu pour effet un recul de l'emploi industriel en France de 36 % entre 1980 et 2007⁸. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB est passée de 14,1 % en 2000 à 10,2 % en 2016⁹. Depuis, la forte mobilisation de l'ensemble des acteurs publics et privés pour le renouveau d'une industrie puissante a remplacé la vision d'un pays sans usines. Si la France a su conserver des fleurons industriels dans de nombreux domaines et possède des territoires industriels performants, il importe pourtant de se demander comment réindustrialiser notre pays.

Les Français ont certes bénéficié d'une baisse significative du prix de nombreux biens de consommation courante. La rapidité du changement a laissé cependant des traces profondes dans des bassins industriels qui ont vu disparaître des centaines de milliers d'emplois depuis plus de trente ans, transformant en désert industriel des plaines autrefois fertiles. Les conséquences de ce déclin sont visibles : polarisation des territoires, pertes d'emplois induits locaux¹⁰, déficit de la balance commerciale. Alors que la part des dépenses publiques rapportée au PIB est jugée trop élevée, il est bon de souligner que si la France avait une valeur ajoutée par habitant équivalente à celle de l'Allemagne, qui a su garder une industrie forte, cette part ne représenterait que 49 % de notre PIB. À l'heure où la mondialisation est rejetée par une part croissante de la population dans les pays occidentaux, la redynamisation de l'industrie offre une opportunité pour maintenir notre cohésion sociale et celle de nos territoires.

Comment faciliter la production en France ? Pour tenter de répondre à cette question, nous nous sommes inspirés de nos voyages d'études dans six pays

8 - Demmou, 2010.

9 - Direction générale des entreprises, 2017.

10 - Sur la période 1995-2007, une étude de C. Malgouyres (2017) montre que chaque emploi détruit dans le secteur manufacturier induit la destruction d'environ 1,5 emploi supplémentaire au niveau local.

(Allemagne, Italie, Suisse, Angleterre, États-Unis, Corée du Sud) pour comprendre certains éléments déterminants du développement d'une industrie forte. Nous avons ainsi choisi de cibler nos idées «à cultiver» autour de trois piliers : la culture industrielle, la formation et les territoires.

Tout d'abord, l'industrie française souffre d'un déficit d'image. La perception négative de l'industrie, notamment auprès des jeunes, les dissuade de s'orienter vers ces métiers, et les industriels ont des difficultés de recrutement qui freinent leur compétitivité. Pour changer cette image, le contact direct et individuel est essentiel pour déconstruire les idées reçues et la manière dont l'industrie est présentée. De nombreux dispositifs existent déjà en France. Notre première idée à cultiver est de développer davantage les visites d'usines, d'ouvrir au grand public les portes de nos entreprises et de renforcer les liens entre l'école et l'industrie.

À l'image de ce que nous avons observé en Allemagne, la démonstration des métiers par des industriels au sein des écoles et le renforcement des échanges entre les industriels et les professeurs sont des moyens efficaces de faire connaître les métiers industriels aux élèves. Il nous semble important que les classes se déplacent en entreprise et que les élèves aient la possibilité, dans le cadre de ces immersions, d'appliquer les notions apprises à un cas concret industriel. Par ailleurs, nous proposons d'étudier la généralisation de dispositifs permettant à des professeurs principaux de classe de troisième qui accompagnent les élèves dans leur orientation d'aller dans des entreprises industrielles.

Ensuite, la formation initiale et continue est un enjeu majeur pour permettre à l'industrie de disposer de collaborateurs capables de relever les défis sociaux et environnementaux du XXI^e siècle. L'observation du système de formation duale, en alternance entre l'entreprise et l'école, notamment en Suisse, nous a confortés dans l'idée que ce type de formation permet de répondre aux besoins des entreprises avec des mises en situation professionnelle, et qu'il est nécessaire de le valoriser. Il est également important de reconnaître le temps passé par les employés-formateurs au sein de l'entreprise. Notre proposition est de comptabiliser ces heures dans le budget de formation de l'entreprise et d'accorder des avantages fiscaux en fonction du nombre d'heures effectuées.

La transformation numérique des procédés de production requiert une montée en compétences des salariés. En s'inspirant de la mise en place du crédit d'impôt formation en Italie sur les technologies de l'Industrie 4.0, nous recommandons l'étude d'un crédit d'impôt ou d'un mécanisme fiscal pour faciliter la formation des salariés aux outils numériques par les entreprises. Cette mesure, testée dans un

premier temps pour les technologies numériques, pourrait être élargie à d'autres types de formations.

Enfin, les entreprises industrielles doivent pouvoir s'appuyer sur les atouts du territoire pour exporter et travailler en réseau avec les autres acteurs de la chaîne de valeur. Le district italien est un exemple éclairant ayant permis aux petites et moyennes entreprises (PME) italiennes d'exporter plus facilement que leurs homologues françaises. Un « contrat local de réseau d'entreprises » pourrait être créé pour permettre à plusieurs entreprises d'exercer en commun une ou plusieurs activités économiques dans le cadre de leurs objets sociaux respectifs, et d'accroître leur capacité d'innovation et leur compétitivité. Cette forme d'organisation pourrait permettre de mutualiser les coûts, de mieux répondre aux besoins du client et de viser de nouveaux marchés.

Les collectivités territoriales jouent un rôle important pour faciliter l'implantation des entreprises et conserver les activités industrielles sur leurs territoires. L'accompagnement des PME par les acteurs locaux nous est apparu essentiel pour les aider à croître et à s'exporter. Nous pensons utile qu'ils accompagnent les entreprises pour rechercher des sites et regrouper, lorsque cela a du sens, les activités de production des entreprises et de leurs sous-traitants sur un même lieu. Ce regroupement permettra d'optimiser l'emprise immobilière des usines et de réduire la taxe foncière industrielle payée par l'entreprise.

De nombreuses initiatives sont déjà mises en œuvre en France. Nous pouvons faire encore plus, et notre mission d'étude nous a montré que des approches innovantes et réussies mises en place dans les pays visités sont possibles. Nous espérons que les lecteurs trouveront parmi ces graines « à cultiver », tirées des pratiques observées chez nos voisins et partenaires à l'étranger, des sources d'inspiration pour les débats en cours sur la réindustrialisation de notre pays, et surtout l'envie d'agir.